RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR LE TRANSPORT ET LES TRAVAUX PUBLICS SUR LES ENJEUX ET DÉFIS LIÉS À L'ARRIVÉE DES VÉHICULES AUTOMATISÉS À MONTRÉAL

Mise en contexte

La Commission permanente sur le transport et les travaux publics a procédé le 15 mars 2018, le 10 mai 2018 et le 14 juin 2018 à l'étude à huis clos du dossier des véhicules automatisés (VA), et ce, tel que prévu par la résolution CM16 0628. La Commission a adopté ses recommandations le 13 septembre 2018. Par la suite, le rapport a été déposé à la séance du conseil municipal du 22 octobre 2018 et à la séance du conseil d'agglomération du 25 octobre 2018.

La Commission a formulé 4 recommandations. Dans ce qui suit, le comité exécutif apporte une réponse à chacune des recommandations émises par la commission.

R-1

Exiger que tous les projets pilotes de VA encadrés par la Ville de Montréal dont le niveau d'autonomie est de 4 ou 5¹ soient destinés au transport collectif.

Réponse à R-1

Le comité exécutif est en accord avec l'essence de la recommandation voulant que la Ville de Montréal favorise les projets pilotes de VA qui visent le transport de personnes en mode collectif.

Par contre, afin de respecter l'ensemble des objectifs qui ont été énoncés pour la tenue des projets pilotes, il est préférable de rester ouvert quant aux types de projets pilotes auxquels la Ville collabore. En effet, il est souhaité que les projets pilotes soient distingués de l'utilisation future des VA, à terme.

Le comité exécutif souhaite effectivement que les VA soient utilisés d'une façon qui correspond aux orientations de mobilité durable de la Ville de Montréal. Les projets pilotes doivent servir à tendre vers cette utilisation, mais les tests variés aideront à développer la connaissance et à mieux déterminer ce qui doit être encadré.

Le comité exécutif souhaite donc ouvrir le champ d'expérimentation et accepter les projets pilotes concernant les formes de transport mutualisables (taxi collectif, autopartage) et la livraison urbaine.

Le comité exécutif mandate la Direction générale pour planifier, sélectionner, mettre en œuvre et suivre les projets pilotes de VA visant le transport des personnes. Le comité exécutif demande également que ces projets pilotes soient sélectionnés et planifiés en collaboration et avec l'accord de la STM, dans une perspective de complémentarité et d'utilisation optimale des fonds publics.

¹ Les niveaux d'automatisation des véhicules ont été élaborés par SEA International, une association d'ingénieurs. On retrouve le tableau résumant les 5 niveaux d'automatisation à l'annexe B du document fédéral intitulé [Essais des véhicules hautement automatisés au Canada. Lignes directrices à l'intention des organismes d'essais](#), Transport Canada, 2018, p. 20. En résumé, au **niveau 4**, une voiture peut exécuter seule certaines tâches sans que le conducteur ait besoin de reprendre le contrôle du véhicule, mais seulement dans certains environnements. Au **niveau 5**, le véhicule peut effectuer toutes les tâches et dans n'importe quelles circonstances.

Le comité exécutif mandate la Direction générale pour planifier, sélectionner, mettre en œuvre et suivre les projets pilotes de VA visant la livraison urbaine.

Le comité exécutif souhaite que les projets pilotes servent à la fois à développer l'expertise interne, mais également à enrichir les exercices de planification de la Ville, notamment les mises à jour prévues du Plan d'urbanisme et du Plan de mobilité, pilotés par le Service de l'urbanisme et de la mobilité (autrefois le Service de la mise en valeur du territoire).

Le comité exécutif mandate donc également la Direction générale pour intégrer les apprentissages des projets pilotes dans les documents de planification de la Ville.

R-2

Exiger que tous les projets pilotes prévoient les conditions d'utilisation et de partage des données anonymisées qui seront recueillies, afin de protéger la vie privée et d'alimenter la recherche et la connaissance à Montréal.

Réponse à R-2

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation, mais propose de circonscrire les acteurs qui devraient avoir accès aux données pour favoriser la participation d'un plus grand nombre de promoteurs.

Le comité exécutif mandate la Direction générale pour déterminer la liste d'acteurs qui devraient avoir accès aux données. Des ententes de confidentialité pourraient devoir être signées avec les promoteurs qui en font la demande et les acteurs qui seront identifiés.

Le comité exécutif mandate la Direction générale pour produire une entente de confidentialité type, qui pourra être utilisée pour l'ensemble des promoteurs en faisant la demande.

Le comité exécutif mandate la Direction générale pour déterminer les clauses à inclure aux contrats, aux appels d'offres et aux ententes de partenariat concernant le partage des données. Ces clauses devront être utilisées dans chacun des contrats, appels d'offres et ententes de partenariat qui concernent les VA.

R-3

Inviter le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) à se doter de la réglementation nécessaire pour protéger les données personnelles recueillies par les VA, en s'inspirant du règlement et de la Politique adoptés par l'Union européenne² qui stipulent que les données demeurent la propriété des usagers qui les produisent.

² « Règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données », <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>, Union européenne, 27 avril 2016, entré en vigueur le 25 mai 2018.

Réponse à R-3

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate la Direction générale pour déterminer les intervenants les plus pertinents à la Ville pour ce type de collaboration et les mettre en relation avec les personnes appropriées au MTQ via le comité MTQ-MAMH-MEI-Ville créé dans le cadre de l'octroi de la subvention de 5 M\$ à la Ville de Montréal pour la tenue de projets pilotes de véhicules automatisés.

Le comité exécutif suggère aussi d'élargir la consultation au niveau du Gouvernement du Canada via le même comité.

R-4

Élargir et formaliser le groupe de travail multidisciplinaire de professionnels piloté par la Ville de Montréal, en réunissant à la fois les experts de la Ville de Montréal, de la Société de transport de Montréal (STM) et du milieu de la recherche, pour éclairer les décisions du responsable des transports au comité exécutif quant aux mesures concrètes à prendre afin d'encadrer l'arrivée des VA.

Plus spécifiquement, cette équipe aura pour mandat de :

- *Effectuer une veille technologique sur l'évolution des VA et des standards de communication entre objets, car il s'agit d'un domaine en évolution rapide;*
- *Effectuer une veille sur la réglementation adoptée dans les villes qui partagent la vision de développement de Montréal et adapter au besoin la réglementation montréalaise pour encadrer l'arrivée des VA afin de limiter les impacts négatifs sur les infrastructures de transport et sur l'aménagement du domaine public;*
- *Documenter en continu les impacts sociaux, environnementaux et économiques découlant de l'arrivée des VA;*
- *Analyser les données recueillies dans le cadre des projets pilotes et évaluer les conséquences du déploiement des VA à grande échelle;*
- *Veiller à ce que les enjeux liés à l'arrivée des VA collectifs soient pris en compte dans la mise à jour du plan de transport de la Ville de Montréal;*
- *Collaborer en continu avec les partenaires privés de la mobilité partagée;*
- *Présenter annuellement au conseil municipal le bilan des travaux accomplis.*

Réponse à R-4

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate la Direction générale de poursuivre la coordination du groupe de travail en élargissant sa portée.

Le groupe de travail est actuellement composé de membres des services de la Ville suivants :

- Laboratoire d'innovation urbaine
- Service de l'urbanisme et de la mobilité
- Service du développement économique
- Service de l'expérience citoyenne et des communications (autrefois le Service des communications)
- Service des technologies de l'information
- Bureau des relations gouvernementales et municipales
- Service de police

Ainsi que de membres des organisations suivantes :

- Société de transport de Montréal

- Autorité régionale de transport métropolitain
- Jalon

Le comité exécutif recommande que le groupe de travail se rencontre minimalement six fois par année.

Le comité exécutif mandate la Direction générale pour créer un document de suivi qui serait mis à jour deux fois par année incluant :

- Les faits saillants de la veille technologique et réglementaire
- Les impacts attendus de l'arrivée des VA
- Les résultats et apprentissages des projets pilotes
- Les recommandations quant aux changements réglementaires requis sous la responsabilité de la Ville, mais aussi des autres ordres gouvernementaux
- Les recommandations quant aux changements requis dans les politiques de la Ville de Montréal

Ce document devra être rendu public une fois par année, en janvier, et devra servir à la présentation annuelle au conseil municipal.

Le comité exécutif propose la formation d'un comité aviseur pour le sujet des véhicules automatisés, qui servirait à conseiller le groupe de travail dans ses actions.

Le comité exécutif mandate la Direction générale, en collaboration avec le groupe de travail, pour proposer les membres qui devraient composer le comité aviseur. Le comité aviseur devra être composé d'acteurs liés à la mobilité, autant du domaine privé, public, qu'universitaire. Ce comité aviseur devra être rencontré au minimum deux fois par année pour des besoins spécifiques du groupe de travail. Le comité aviseur recevra deux fois par année le document de suivi produit par le groupe de travail.